

# Le Chablais, un monde radical pris en étau entre les socialistes et l'UDC

## Elections fédérales: les petits partis voient grand

**Stratégie** Le PBD, les Verts libéraux et l'Union démocratique fédérale dévoilent leurs ambitions

ATS

Trois des petits partis de l'Assemblée fédérale ont dévoilé ce week-end leurs ambitions pour les élections fédérales d'octobre. Tous veulent gagner des sièges: au National, le Parti bourgeois-démocratique (PBD) veut passer de cinq à dix fauteuils, les Verts libéraux de trois à huit et l'Union démocratique fédérale (UDF) de un à trois.

Le PBD et les Verts libéraux envisagent aussi de maintenir les sièges qu'ils occupent au Conseil des Etats, un bernois pour le Parti bourgeois-démocratique et un zurichois ainsi qu'un uranais pour les Verts libéraux. Ces deux partis chercheront à séduire l'électorat centriste, urbain pour les Verts libéraux, campagnard pour le PBD.

Ces objectifs sont définis par les présidents des deux formations, Martin Bäumlé (Verts libéraux) et Hans Grunder (PBD), dans un entretien commun accordé au quotidien allemand *Basler Zeitung* de samedi. Si le PBD dispose déjà d'un groupe parlementaire, tel n'est pas le cas des Verts libéraux dont les parlementaires siègent au sein du groupe PDC, avec leurs collègues du Parti évangélique suisse (PEV).

### «Renforcer le centre»

En passant de trois à huit sièges, les Verts libéraux seraient à même de former leur propre groupe parlementaire, «lequel

pourrait continuer à collaborer avec les démocrates-chrétiens et le Parti évangélique, lors de séances de groupes communes», poursuit Martin Bäumlé. On va donc tenter, par des listes apparentées, de renforcer le centre, ajoute-t-il.

Hans Grunder se prononce lui aussi pour un renforcement du centre. Cependant, «une fusion avec le Parti démocrate-chrétien qui permettrait de préserver le siège de la conseillère fédérale PBD Eveline Widmer-Schlumpf n'est absolument pas d'actualité».

Le chef des Verts libéraux demande aux partis gouvernementaux - «une fois pour toutes» - de se déterminer avant le scrutin fédéral d'octobre sur une clé de répartition pour l'attribution des sièges au Conseil fédéral.

Martin Bäumlé plaide pour sa part en faveur d'un modèle arithmétique, qui combinerait trois «facteurs de base»: nombre de sièges au National, aux Etats, et la force électorale obtenue par chaque parti. Et d'estimer que l'UDC a «certainement droit à un second siège» au Conseil fédéral, ce que la clé de répartition devrait montrer.

L'Union démocratique fédérale, qui tenait son assemblée des délégués samedi à Olten (SO), veut pour sa part tripler sa représentation au National. Le parti souhaite passer de un à trois élus. Il présentera par ailleurs des candidats aux prochaines élections fédérales dans neuf cantons au moins, dont Vaud et Fribourg.

### Elections communales



Marco Danesi

La campagne électorale pour les élections communales de mars 2011 va investir le centre-ville d'Aigle. Littéralement. «Depuis un demi-siècle, le cœur du bourg n'a pas changé», note le syndic radical Frédéric Borloz. La population, sondage à l'appui, et les élus sont unanimes: il faut le «dynamiser».

Bien sûr, suivant les bords politiques, les priorités changent. Le PLR met l'accent sur le développement économique. La gauche évoque plutôt le logement. L'UDC insiste sur la sécurité.

Le législatif vient d'adopter deux crédits d'étude afin d'acquiescer l'avenir du centre-ville. Le dédale des rues serrées rêve d'une vie haletante. Aujourd'hui, il se morfond, éloigné de la masse imposante de son château et à l'écart de la gare. Ample, sécurisée et moderne, celle-ci vient d'être remodelée. Les grands trains s'y arrêtent. Les touristes courent les pistes des stations voisines.

Un centre-ville enfin animé donnerait le ton à la cité phare du Chablais vaudois qui craint de devenir un dortoir pour pendulaires en mal de logements sur la Riviera

à l'ouest ou dans le canton de Fribourg au nord. Après une tentative avortée de fusion avec des localités riveraines, Aigle retrouverait des couleurs. Et quelques arguments à opposer à Monthey, «rivale» valaisanne de 20 000 âmes et partenaire d'une future agglomération.

Mais au-delà du centre-ville, les élections de mars diront comment et avec qui la ville et le Chablais comptent assumer leur évolution récente. En une dizaine d'années, dénombrent les statistiques cantonales, la population d'Aigle a augmenté de 10%. Avec la commune,

manque pas. Plus ou moins 4500 emplois en ville, calcule Frédéric Borloz.

Or, Aigle, forte de 8800 habitants, est solidement en mains bourgeoises, à l'image de la plus grande partie des autres communes du district. Alternatives, un parti éclos en 2005, avait certes ravi un siège aux quatre radicaux en place à l'exécutif. Mais ce regroupement inédit de jeunes citoyens appartient à la même famille politique tout en se proclamant «centriste et indépendant». Un socialiste occupe le dernier fauteuil municipal.

Cependant, ce monde pétri de pragmatisme et de consensus risque gros en mars. Au Conseil communal, qui compte 70 sièges, les forces traditionnelles avaient égaré en 2006 plusieurs strapontins. L'envie de renouveau avait profité à Alternatives (+10) et à l'UDC (+7). Or, le scrutin du printemps pourrait attaquer encore davantage ce rempart qui a su résister mieux qu'ailleurs à l'érosion des partis bourgeois.

Pour mars 2011, l'UDC a de l'appétit. Et les socialistes se font pressants. Du coup, tout est possible. Un exécutif monocolor de droite, un rééquilibrage à gauche comme un statu quo miraculeux.

L'UDC, fossoyeur du projet de fusion entre Aigle, Yverne et Ley-

sin, compte capitaliser le succès populaire obtenu dans les urnes le 28 novembre 2010. Trois candidats sont en lice à la municipalité. Dylan Karlen, responsable du parti dans le Chablais et candidat à l'exécutif de Villeneuve, où les radicaux pourraient se faire malmener par un PS en verve, annonce des objectifs clairs: doubler partout les élus aux parlements citadins. Le résultat couronnerait dans les urnes la stratégie tentaculaire de l'UDC. En peu de temps, les sections locales ont proliféré.

La gauche, composée du PS et du POP - les Verts se tournent plutôt vers Alternatives - part au front en tandem et brigue deux sièges. Les deux partis s'inspirent de leurs camarades de Bex. En 2006, les socialistes avaient placé quatre hommes sur sept à l'exécutif de la ville du sel, une exception dans la géographie conservatrice du Chablais.

Pris en étau, le Parti libéral-radical fusionné, contraint de remplacer un magistrat, propose une liste à quatre. Frédéric Borloz, peut-être futur candidat au Conseil national, y figure en tête. Le député, optimiste, ne croit pas à un raz-de-marée de l'UDC.

Alternatives va perdre sa municipale happée par son destin professionnel. Le mouvement défendra surtout ses acquis, convoités par tous les autres.

**L'UDC a de l'appétit. Et les socialistes se font pressants. Du coup, tout est possible**

tout le Chablais vit un boom démographique vertigineux. La disponibilité de lotissements constructibles et les prix modérés des terrains ont séduit les promoteurs. Le futur hôpital intercantonal Riviera-Chablais, qui surgira sur la commune de Rennaz, va accélérer le mouvement. Un rapport de Credit Suisse critique une certaine lourdeur fiscale, mais l'emploi ne